

Approfondir la mobilisation populaire pour mettre en échec le gouvernement putschiste

Le lundi 21 septembre dernier, le président évincé Manuel « Mel » Zelaya est retourné clandestinement en Honduras et s'est réfugié dans l'ambassade brésilienne de Tegucigalpa. Voici une déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Le retour de Zelaya a été vu comme un triomphe par le peuple hondurien, comme une avancée vers la réalisation d'une des principales exigences de sa lutte : le retour de Zelaya à la présidence. En même temps, il s'agit d'une défaite pour le gouvernement de Micheletti qui, au contraire de précédentes occasions, n'a cette fois pas pu l'empêcher.

C'est pourquoi l'événement a été reçu avec joie par le peuple hondurien et cette joie peut être un facteur favorable pour que la lutte contre le putsch reprenne une nouvelle vigueur. Jusqu'à présent, la résistance a pu atteindre des points de mobilisation importants (comme la mobilisation à l'aéroport, lors de la première tentative de retour de Zelaya, et la grève générale du 22 juillet) et elle a montré un haut degré d'héroïsme. C'est cette lutte qui a empêché la consolidation définitive du gouvernement putschiste.

Mais cela n'a pas été suffisant pour mettre en échec et renverser les putschistes. En ce sens, le retour de Zelaya, avec toute sa spectacularité et son reflet dans la presse internationale, n'a pas changé le fait que, à presque trois mois du putsch et sans avoir encore pu se consolider, le gouvernement de Micheletti continue à être au pouvoir, de même qu'il a réprimé durement les mille manifestants qui entouraient l'ambassade. Selon des informations de la résistance, la répression a fait de nombreux prisonniers, de nombreux blessés et au moins un mort, sans parler des perquisitions dans les domiciles des dirigeants et militants de la résistance.

Vers quoi Zelaya retourne-t-il ?

En d'autres occasions, la LIT-QI a signalé que, depuis le début, Zelaya, les gouvernements latino-américains « amis », comme celui de Lula, et le gouvernement de Barack Obama ont cherché une issue négociée avec les putschistes. Cette dernière ne mettrait pas en question la structure de pouvoir économique et politique du Honduras ni les institutions qui avaient soutenu le putsch (Congrès, Cour Suprême, Armée, Eglise, etc.). Cette politique s'est manifestée dans le dénommé Plan Arias qui, pour diverses raisons, n'a pas été accepté par les putschistes.

Maintenant, dans un reportage réalisé peu après le retour de Zelaya, un membre de son entourage proche a déclaré que le président évincé rejette, en

ce moment, l'Accord de San José (le Plan Arias) : « *Il est impossible de le signer comme il est maintenant, il est déphasé, les conditions ont changé...* » (déclarations de la vice-chancelière de Zelaya, Beatriz Valle, voir www.publico.es/internacional/).

On pourrait donc penser que le retour de Zelaya représente l'abandon de sa politique d'appel à la négociation avec les putschistes et, cette fois, une disposition à se mettre à la tête d'une lutte en profondeur pour renverser le gouvernement de Micheletti. Ce n'est pas le cas.

Le retour de Zelaya n'a pas été un pas dans l'approfondissement la lutte populaire contre les putschistes, mais une action du gouvernement d'Obama, de celui de Lula et de Zelaya lui-même, pour faire pression sur ces derniers et les obliger à négocier. C'est pourquoi, avec ce nom ou un autre, le Plan Arias et son contenu (négocier une « issue pacifique » avec les putschistes) est pleinement suivi dans le but d'éviter que la lutte des masses ne mette en cause le régime hondurien. Et dans cette politique, Obama, Lula et Zelaya agissent de manière coordonnée.

En rendant ce nouveau service, Lula a à nouveau montré pourquoi Obama le considère comme « son homme » en Amérique latine. Il l'a déjà fait à Haïti, où l'armée brésilienne commande les troupes d'occupation de l'ONU (la Minustah). Maintenant, dans des conditions et des tâches différentes, il le fait en Honduras. C'est-à-dire, Lula **est** une pièce clef pour mettre en oeuvre l'actuelle politique de l'impérialisme dans le continent.

Au service de la négociation avec les putschistes

D'autre part, les objectifs du retour de Zelaya sont totalement clairs dans les déclarations mêmes des protagonistes : d'abord, dans celles de Hillary Clinton, secrétaire d'État du gouvernement d'Obama ; ensuite dans celles de Celso Amorim, chancelier du Brésil et figure clef dans le retour de Zelaya (en agissant, selon la presse, en « complète harmonie » avec le gouvernement américain), qui a déclaré à New York : « *Je crois que ceci faciliterait un dialogue s'il y avait une disposition réelle pour cela, et pour qu'on trouve rapidement une solution* ». Et il a ajouté : « *Le Brésil et les Etats-Unis cherchent une solution modérée et pacifique à la crise du*

Honduras » (<http://oglobo.globo.com/mundo>).

Mais, essentiellement, c'est Zelaya lui-même qui le dit : « *Nous allons entamer un processus de rapprochement, de communication, et ensuite de différentes propositions qui vont être importantes pour résoudre frontalement ce problème... je crois qu'il faut dépasser tout l'effort diplomatique.* » Il a ajouté qu'il accepterait de se réunir avec Micheletti : « *Je suis disposé à chercher une issue à ce problème et si l'issue doit passer par là, je suis disposé aussi à le faire.* ». Finalement, il a réitéré son appel à la « lutte pacifique » : « *J'appelle à la paix et à la non-violence. C'est la meilleure façon de résoudre les problèmes.* » (reportage sur Manuel Zelaya, publié sur le site de la BBC Amérique latine).

Seule la mobilisation des travailleurs et du peuple mettra en échec les putschistes

Au sein de la LIT-QI, nous croyons qu'il est indispensable que les organisations de la résistance, spécialement le Front Contre le Putsch, dépassent les limitations que la politique du zelayisme a imposées à la lutte contre le putsch. Le premier pas est de rejeter et de dénoncer clairement tout type de négociation avec les putschistes qui cherchent à se sauver et à préserver les institutions réactionnaires du régime (comme le Congrès et la Cour Suprême) qui ont promu et ont approuvé le putsch. La défaite des putschistes et le retour de Zelaya au pouvoir sans condition, ce que cherche le peuple hondurien, ne viendront pas de la main d'organismes de l'impérialisme (comme l'ONU ou l'OEA), de l'action de gouvernements « amis » ou de la négociation, mais de la lutte de ce peuple.

Deuxièmement, il est nécessaire de maintenir les bannières de lutte que Zelaya a abandonnées pour négocier, comme la proposition de convoquer une Assemblée Constituante souveraine dans laquelle le peuple hondurien peut examiner le remplacement de la Constitution antidémocratique de 1982 et la destruction de ses institutions réactionnaires. Il est aussi nécessaire de défendre les drapeaux que Zelaya n'a jamais levés, comme l'expropriation de l'oligarchie latifundiaire, le non-paiement de la dette externe, la fermeture de la base militaire américaine de Soto Cano et d'autres mesures nécessaires pour se libérer de l'impérialisme et pour commencer à résoudre les graves problèmes socio-économiques du peuple. Il ne faut pas oublier non plus de

sanctionner les putschistes qui prétendent sortir indemnes de leurs actions répressives.

Aussi est-il nécessaire de profiter de la joie populaire à laquelle a donné lieu le retour de Zelaya pour approfondir et radicaliser la lutte contre les putschistes. En ce sens, il est très important d'adopter les méthodes de lutte des travailleurs, en préparant depuis la base une grève générale qui permette de répéter et d'amplifier l'expérience réussie du 22 juillet, de façon à noyer économiquement le gouvernement putschiste et les patrons qui le soutiennent.

Finalement, il faut tirer des leçons de tant de mois de lutte dans les mobilisations désarmées qui ont fait face à l'armée et aux corps spéciaux spécialisés. On ne pourra pas mettre en échec les putschistes avec des « méthodes pacifiques » : c'est comme prétendre combattre avec une main attachée et mettre en échec quelqu'un qui a un couteau et une arme dans les mains. Au contraire, au-delà de l'héroïsme que les masses honduriennes ont déjà démontré, il est nécessaire de préparer l'autodéfense contre la répression des mobilisations et des grèves, ainsi qu'une action pour diviser et affaiblir le « front militaire » des putschistes, en appelant les soldats et les policiers à désobéir aux ordres répressifs du gouvernement de Micheletti.

Sur la base des conclusions de ces mois de lutte, la LIT-QI appelle à intensifier la mobilisation internationale contre le putsch. L'exigence de rupture des relations avec le gouvernement de facto, de la part des gouvernements de tous les pays qui ne l'ont pas encore fait, est indispensable, tout comme, spécialement, l'exigence de boycottage économique, principalement des Etats-Unis, principal acheteur de produits honduriens, et des pays d'Amérique centrale, surtout les frontaliers comme le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua.

**Secrétariat International de la
Ligue Internationale des Travailleurs
– Quatrième Internationale (LIT-QI)**

São Paulo, le 23/09/2009